

M. Whelan: Quatre-vingts mille dollars?

M. Cardiff: En effet, \$80,000. Je puis vous emmener chez un agriculteur qui paie cela.

M. Whelan: Par mois?

M. Cardiff: A l'heure actuelle, loin de réaliser des bénéfices qui leur permettraient d'amortir une partie de leurs dettes à long terme pour leurs achats de terrains afin d'augmenter la part de leur avoir propre, bien des agriculteurs voient les biens qui leur appartiennent déjà disparaître graduellement, tandis que de plus en plus de jeunes agriculteurs, qui devraient assurer la relève pour l'avenir, constatent qu'ils n'ont même pas les moyens de garder leurs terres. Il y a beaucoup trop d'agriculteurs en Ontario qui doivent vendre leur bétail, leurs porcs et bien souvent leurs bêtes d'élevage parce qu'ils n'ont plus d'argent pour payer l'intérêt sur leur dette et, bien souvent, le capital. Toujours en Ontario, il y a aussi des terres agricoles très productives qui sont vendues à des investisseurs, souvent des étrangers, et ensuite louées à l'ancien propriétaire pour une période d'au moins cinq ans. Cela semble être le seul moyen pour certains jeunes agriculteurs de continuer à exploiter une ferme, dans l'espoir que, dans cinq ans, ils seront en mesure d'acheter au moins une petite parcelle de terre pour ne pas abandonner l'agriculture.

Il s'agit d'une crise, monsieur l'Orateur, non seulement pour les agriculteurs, mais aussi pour chacun d'entre nous. Les rapports publiés récemment, selon lesquels la confiance des consommateurs a atteint son point le plus bas depuis le début de 1978, devraient donner certaines inquiétudes aux ministériels. Nous habitons un pays qui peut et qui devrait cultiver et produire davantage et employer plus de gens. Bien entendu, l'inflation est un grave problème, mais le gouvernement ne fait que l'aggraver. Les taux d'intérêt élevés attribuables à la politique gouvernementale qui vise à réduire la demande ne peut qu'accabler plus d'agriculteurs à la faillite ou faire augmenter le prix des produits alimentaires plus qu'il ne le faut. Seul un gouvernement très sinistre essaierait de rendre la vie plus difficile aux familles canadiennes en faisant augmenter le prix des aliments. Par ailleurs, il est bien évident que si les agriculteurs doivent payer des taux d'intérêt qui atteignent jusqu'à 22 p. 100 ou davantage pour acheter des semences, du combustible et des engrais ou pour acheter des veaux, ils doivent augmenter en conséquence le prix de ce qu'ils produisent. A cause de la structure de l'industrie alimentaire, si les agriculteurs augmentent leurs prix, cela veut dire des augmentations procentuelles dans chaque secteur de l'industrie. L'augmentation des coûts de production de l'agriculteur est donc multipliée à mesure que les augmentations procentuelles apportées par chaque secteur s'ajoutent au prix que le consommateur doit payer. Même le coût du transport des aliments dont le prix a été majoré a augmenté depuis minuit hier soir. Il est donc bien évident que la politique de taux d'intérêt élevés alimente l'inflation dans ce secteur vital des dépenses à la consommation.

Les agriculteurs sont en butte à toutes ces pressions, monsieur l'Orateur. Les frais de financement plus élevés pour les terres, le coût accru des semences, des engrais, du carburant, des bestiaux ainsi que les taux sensiblement accrus pour financer les majorations frappent les agriculteurs, tandis que les prix payés aux agriculteurs canadiens restent bas temporairement à cause de la viande importée. Je dis temporairement,

Agriculture

car lorsque de nombreux agriculteurs canadiens se retireront des affaires, il n'y aura plus d'importations bon marché. L'agriculture se trouvera dans la même situation que l'énergie, domaine où un gouvernement incompetent vient d'augmenter de 9c. le gallon d'essence, parce qu'il a adopté une politique qui réduit la production canadienne et nous asservit davantage aux importations. Aujourd'hui, le consommateur comprend fort bien quel prix le gouvernement entend lui faire payer sa politique énergétique maladroite, et bientôt il devra assumer d'autres charges analogues et inutiles en raison de sa politique agricole maladroite.

Les députés de ce côté-ci de la Chambre ont compris qu'on ne lutte pas contre l'inflation en faisant monter les prix à cause de la politique des taux d'intérêt élevés, sans compter le prix accru des facteurs de production, mais qu'il faut protéger le secteur essentiel de l'alimentation contre toute hausse générale et superflue des coûts de production. Nous qui avons été les premiers à proposer les obligations pour l'expansion de la petite entreprise parce que nous savions que c'est le secteur où l'on embauche le plus, nous avons recommandé à maintes reprises de permettre aux exploitations agricoles non constituées en société de participer à ce programme. Ce sont les consommateurs et non pas vraiment les agriculteurs qui bénéficieront de la compression des taux d'intérêt. En maintenant le prix des denrées agricoles au départ de la ferme à un niveau aussi bas que possible, nous contribuons à freiner l'augmentation du prix à l'étape de la transformation, de la distribution et de la commercialisation car elle est calculée en pourcentages. Si le gouvernement voulait réellement juguler l'inflation, monsieur l'Orateur, il saurait que le meilleur moyen d'y arriver, est de cesser d'essayer de tirer des recettes fiscales du crédit agricole et de permettre aux exploitations agricoles familiales de participer au programme des obligations pour l'expansion de la petite entreprise, dans l'intérêt de tous à la longue.

Ce n'est évidemment pas une solution permanente au problème du crédit agricole, monsieur l'Orateur. Il faut instaurer un système de financement agricole plus stable si l'on veut que l'agriculture canadienne reste un secteur fort. Il suffit de songer à certains pays comme la Pologne où la situation est désastreuse, pour comprendre que nous avons bien de la chance d'avoir un secteur agricole efficace, qui continue à nous offrir les denrées alimentaires les moins chères du monde ou peu s'en faut.

Si nous voulons conserver ce degré d'efficacité à l'avenir, il nous faudra alors offrir les moyens financiers aux jeunes agriculteurs et à ceux qui désirent agrandir leur exploitation de pouvoir acheter leurs terres et leurs installations. Ce que de notre côté de la Chambre nous avons suggéré à maintes reprises, c'est d'accroître les fonds de la Société du crédit agricole. C'est là un recours utile pour les agriculteurs qui en plus des coûts élevés de ce qu'ils doivent acheter et du loyer de l'argent qu'ils doivent en emprunter doivent également payer des prix élevés pour leurs terres et leurs bâtiments de ferme. Le problème est que la Société du crédit agricole n'a pas les fonds voulus et n'en a d'ailleurs jamais eu assez. Si le gouvernement ne peut fournir les capitaux de prêts à même ses propres réserves, il devrait déposer un projet de loi sans tarder pour permettre à la Société d'emprunter sur les marchés commerciaux. Ce qu'on attend du gouvernement c'est qu'il